

Comités syndicalistes
révolutionnaires

La **mort** du **syndicalisme** **étudiant**

1995, dernière lutte offensive de la jeunesse



ÉDITIONS DES CSR

La mort
du syndicalisme
étudiant



Texte libre de droits.
Éditions des CSR, décembre 2022.

Couverture : Caricature du dictateur Porfirio Díaz et de ses
politiciens, gravure de Jose Guadalupe Posada (Mexico, 1910).

COMITÉS SYNDICALISTES
RÉVOLUTIONNAIRES

**La mort
du syndicalisme
étudiant**

ÉDITIONS DES CSR

Cette brochure est dédiée à deux camarades de notre courant syndical, très actifs pendant la lutte d'octobre-décembre 1995.

Serge Torrano Métallo de formation, il participe en 1968, à 18 ans, à sa première grève. Cheminot dès l'année suivante, il est exclu de la CGT lors de la grande grève de 1971. Il est l'un des principaux animateurs de la coordination inter-catégorielle des cheminots en 1986. Dans le cadre de la préparation des manifestations parisiennes de novembre 1995, il assure le lien entre les grévistes étudiants et ceux du rail, puis avec tous les autres secteurs. La gare d'Austerlitz devient un des bastions du mouvement. Secrétaire du syndicat Paris-Rive gauche CFDT, il organise ensuite le basculement vers SUD-Rail. Il lui donne une véritable nature de classe en intégrant à ses rangs les nettoyeurs du privé. Il soutient la refondation des CSR dès leurs premières années d'existence. Il est mort d'un infarctus en 2015.

Serge Retou Jeune militant communiste libertaire, il rejoint la CNT dès la création d'une section à Paris-VIII, en 1994. Étudiant-salarié, il œuvre dans l'éducation populaire. Il s'investit totalement dans le mouvement avec sa forte personnalité, son énergie et son sens de la fraternité. Son intégrité en fait un des animateurs les plus reconnus de la mobilisation. Il quitte la CNT après son congrès de 1996. Il fait partie du noyau constitutif du premier CSR. Il est mort dans un accident de moto, alors qu'il se rendait à son travail.

Des dizaines de milliers de manifestants ont défilé hier dans toute la France.

Les lycéens rejoignent les étudiants et Bayrou doit revoir sa copie en urgence

Plus de 20.000 manifestants à Paris, autant à Toulouse, 6.000 à Montpellier, 5.000 à Aix, Nantes et Lyon... la journée de manifestation d'hier a été un succès marqué par une multitude de rassemblements en régions, où les lycéens ont fait une apparition massive dans ce mouvement circonscrit jusque-là à une vingtaine de facultés. L'ampleur de la protestation, qui

s'est déroulée dans le calme, sauf quelques incidents à Paris, contrainait le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur à modifier sous la pression le plan d'urgence pour les universités qu'il doit présenter aujourd'hui. Un exercice d'autant plus périlleux qu'aux contraintes budgétaires viennent désormais se joindre des revendications plus floues.

Vingt mille manifestants dans les rues de Paris, et quelques incidents en fin de journée. Autant à Toulouse, avec dépôt du «cerveau de l'université morte» devant le monument aux morts de la ville. Six mille à Montpellier, 5.000 à Nantes, ville fraîchement convertie à la grève, et à Aix-en-Provence, où la manifestation a occupé. Presque autant à Grenoble, 2.000 à Rennes, plus d'un millier à Bordeaux ou Saint-Etienne. Plus une multitude de manifestations dans de nombreuses villes (Tours, Reims, Caen, Mulhouse, Nancy, Dijon, Poitiers, Valence, Lorient, Brest, Cha-

les-Revendications comparables, la grève a en partie dévié vers des revendications plus «existentielles» et diffusées. Avec des slogans du genre : «Devenir dans dans la rue avant qu'on nous y mette», «français, étrangers, égalité des droits».

Une coordination nationale autour des syndicats étudiants de l'Ufref-ID et de l'Ufref s'est d'ailleurs réunie hier soir pour exalter la manifestation. Elle devait décider d'une date pour une nouvelle journée d'action, sans doute une manifestation nationale à Paris, probablement le 30 novembre. Au-delà, les besoins financiers immédiats — 370 millions minimum tout de suite pour couvrir

— dont la teneur exacte devrait être connue aujourd'hui —, il s'agit de ce qui ne suffira pas à délimiter le conflit. L'interlocuteur privilégié du ministre, la Conférence des présidents d'universités (CPU), a tenu toute la semaine dernière, à d'ailleurs faux savoir bien que «les objectifs du plan d'urgence ne peuvent être atteints que par une organisation des moyens prévue au budget

1996». Ce qui, pour l'instant, n'est pas à l'ordre du jour. La CPU a aussi souligné — ce qui est de l'année 1996, les conditions de mise en œuvre des locaux, l'absence d'un plan pharaonique... François Bayrou ne se commente donc pas aujourd'hui de dévaler son plan d'urgence. A l'Assemblée nationale hier, il a d'ailleurs reconnu que la question des moyens était très importante, mais

qu'un plan qui ne s'occupe pas de ce problème serait perdu. «Ce qui est fondamental, c'est de définir la place de l'université dans la nation et des étudiants dans l'université», a-t-il souligné, faisant référence à une indispensable nouvelle architecture des études, à la construction d'une vraie filière technique, à la mise en place d'une politique d'orientation, d'éducation ou de culture qui ne soit pas la sélection

hypocrite et insidieuse d'aujourd'hui. On parlait hier dans l'entourage du ministre «d'un grand chantier en faveur de l'université française à mettre en œuvre plus rapidement que prévu». C'est donc bien l'urgence qui prime, car l'initiative que François Bayrou devrait prendre aujourd'hui risque de ressembler fortuitement à une «réflexion» qu'il a déjà promise. ■

PAUL QUINIO

A Paris: sur les pavés, les mots...

Des sous et des états d'âmes, «la manif fait partie du programme».

«M... moment, les mots, ça fait quasiment partie du programme scolaire: eux, j'en fais une par an de plus le primaire», Martin, lycéen au lycée Copernic, à Paris.

des sous. Vincent, 18 ans, sciences à Orléans. «On a tenté à une dizaine de reprises de se réunir: on n'a jamais rien changé et on demandait que de l'argent. Et puis finalement, des étudiants ont vu que les idées n'allaient pas.

INTRODUCTION

Renouer avec la culture de la victoire

Depuis combien de temps les luttes sociales n'ont-elles pas connu un caractère réellement offensif, associé à une culture de la victoire ? Voilà la question qui nous a incités à rédiger cette brochure. Ces trente dernières années ont été marquées par le repli vers des mobilisations défensives, sectorielles, ponctuelles et dictées par l'agenda politique imposé par la bourgeoisie.

Depuis combien de temps, donc ? Depuis octobre-novembre 1995, avec une lutte totalement méconnue, jamais écrite : celle de la jeunesse étudiante. Il s'agit d'une mobilisation longue, liée en outre à ce qui est souvent présenté comme la dernière grande victoire du mouvement syndical, à savoir la grève reconductible et interprofessionnelle de décembre 1995. Le plus étonnant est d'ailleurs de constater que les acteurs de cette grève universitaire sont, aujourd'hui, âgés de 40-50 ans et constituent, la plupart du temps, le centre de gravité des appareils militants, occupant

une position déterminante. Or, ces appareils ont pour vocation à assumer le transfert d'expérience et à valoriser les victoires. Alors pourquoi cette occultation plus ou moins consciente d'une étape importante de leur jeunesse ?

Nous aurions pu nous satisfaire d'une réponse toute faite : les appareils influents en 1995 dans la jeunesse (Unef-ID, Unef-SE, CNT, organisations trotskistes) connaissent aujourd'hui une phase d'extinction qui les rend incapables de produire la moindre analyse politique ! Mais n'est-il pas nécessaire d'élargir la réflexion en s'interrogeant sur ce processus de marginalisation et sur la nature de ces appareils ? C'est une nature double, associant le « syndicat d'étudiants » (ou de lycéens), donc corporatiste, et le groupe philosophique (parti ou organisation affinitaire), un schéma devenu hégémonique à la suite de la phase de repli du mouvement révolutionnaire dans les années 1920. Ils se rallient à la gauche lors des périodes d'intense politisation du milieu étudiant (1940-1946 et 1954-68).

La mobilisation d'octobre-novembre 1995 intervient dans un monde universitaire et proto-universitaire (les lycéens) marqué par une transformation profonde, à savoir la remise en cause de sa composition exclusivement bourgeoise par l'arrivée massive de jeunes prolétaires bénéficiant d'un accès à une qualification postbac (BTS, DUT, Deug). Les appareils militants sont alors percutés de plein fouet, déstabilisés, incapables de s'adapter à la nouvelle situation sociale et d'encadrer la mobilisation et, finalement, engagés dans un processus d'extinction. Leur incapacité à produire un bilan politique de cette mobilisation et leur refus

de populariser cette expérience sont à mettre en lien avec l'implosion, depuis cette date, du « syndicalisme étudiant » en une multitude de microstructures qui ne peuvent s'opposer à l'émergence de la Fédération des associations générales étudiantes (Fage) et à son modèle corporatiste devenant hégémonique.

Il faut aussi réfléchir à l'élaboration de nouveaux outils permettant une syndicalisation profonde et durable de la jeunesse : une structure capable d'élaborer une stratégie offensive, inscrite dans ce que les fondateurs de la CGT avaient intitulé la « double besogne ».

Or, la mobilisation d'octobre-novembre 1995 a rendu possible une expérience menée au sein de l'alternative syndicale de l'époque, la CNT. Cette mobilisation marque un tournant avec les précédentes mobilisations universitaires, les appareils « syndicaux » étant pour la première fois marginalisés. Dans la seule étude universitaire consacrée à ce mouvement, Nicolas Sembel note : « Quelques éléments inédits sont apparus : la mise en avant de la Conférence des présidents d'université alliée des étudiants, le “débordement” des syndicats étudiants par une base apolitique plus présente que d'habitude, le retour en force et au premier plan des anarchistes de la CNT, et enfin l'efficacité et la “rationalité” de la grève des étudiants de Rouen. »

C'est cette expérience de stratégie révolutionnaire que nous vous proposons d'étudier en parallèle d'une histoire, enfin publiée, de cette puissante lutte de la jeunesse.

Journal de la coordination nationale étudiante

«Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que les choses sont difficiles».
Sénèque

Deuxième round !

C'est parti ! La journée du 16, nous invite tous dans les rues de Paris pour le frapper (enfin !), ce grand coup de la manif nationale. Nous sommes des centaines de milliers à travers nos AG à nous être exprimés. A ce grand cri démocratique, écho décevant... le rire de Monsieur Bayrou qui se flatte, devant le Premier ministre, de l'avoir étouffé et qui garde porte close à nos délégués. La frustration, d'autant plus grande qu'on été grands nos sacrifices, est forte, et nos A.G. de rentrée marquées par une volonté de poursuivre le mouvement, sans le coûteux moyen de la grève illimitée. Une tumultueuse année sociale s'ouvre donc sur notre rendez-vous du 16. La montée des facs de province à Paris s'annonce massive et les principaux syndicats solidaires. Solidarité, la coord' la demande pour toutes les victimes des brutalités policières, par une journée d'action le 11. Et elle la vote pour nos amis allemands car l'OPA sur le droit au savoir est au programme de l'Europe marchande. Comme compagnon d'action des premiers jours de janvier, voici un petit journal. Son ambition est de répondre aux besoins des acteurs les plus divers en leur donnant accès à une source d'information fiable. Il est écrit pour servir autant d'outil de travail au militant(e) engagé(e) que de source de compréhension pour l'étudiant(e) qui n'aurait rien suivi à la grève. Mais aussi pour les actifs ou pour les étudiants étrangers qui sont curieux des formes qu'a pris le mouvement étudiant en France. Enfin, ce journal pourrait intéresser les journalistes soucieux d'exactitude. Celui-ci ne vivra que si ceux qui le lisent se souviennent qu'ils en sont les seuls diffuseurs auprès du public de la fac, comme les seuls relais vers les autres campus ! Ah ! j'oubliais. Bonne année, bonne lutte. Et au gouvernement, tous nos vœux... et tout de suite !

David

MANIF NATIONALE

16

Le 16 janvier 1994, nous étions 1 million à battre le pavé, unis dans notre attachement à la laïcité mais aussi dans notre refus du désengagement de l'Etat du service public d'enseignement. Deux ans plus tard, la Coordination nationale étudiante appelle à réagir et à refuser, le 16 janvier 1996, la logique qui consiste sciemment à dévaloriser l'Université Publique.

Cette logique de « laissez-faire » que nous connaissons bien a pour but de justifier l'instauration d'écoles privées « rentables et adaptées au marché » (facs Pasqua) et la généralisation de la sélection par l'argent.

Malgré notre détermination et deux mois de mouvement, les étudiants n'ont rien obtenu (en dehors de quelques transferts de fonds du secondaire vers le supérieur qu'avec les lycéens nous refusons), les enseignants si peu, tandis que le « sommet » social s'est révélé être une véritable mascarade !

Il est vraiment temps d'exprimer dans l'unité notre colère !

TOUS ENSEMBLE LE 16 JANVIER 1996 À PARIS !

Chroniques du mouvement étudiant :
Naissance de la coordination nationale étudiante

Premier round : octobre-décembre 1995

Rouen la première. Des problèmes matériels tels que les étudiants commencent l'année sans cours, en grève. La lutte des premières facs en grève (Metz, Rouen) est « traitée » à coups de millions par un ministre qui veut éviter l'embarquement général.

Trop tard. Le feu a pris et il est vif, à Toulouse notamment. C'est là qu'une « interfac de ville » (regroupant les deux facs, l'IUT, l'école d'archi, les lycées) appelle à la première interfac nationale. Les 18 et 19 novembre, l'interfac de Toulouse réunit les délégués élus par les AG des universités les plus avancées dans le mouvement : Paris-VIII, Nice, Perpignan et Metz.

L'interfac constate que le mouvement naissant est appelé à prendre de l'ampleur car toutes les facs ont les mêmes problèmes, et que ceux-ci ont pour conséquence commune : « Le désengagement croissant de l'Etat, du service public en général, de l'enseignement en particulier ». Cette interfac élabore sa première plateforme (plan d'urgence de 2 milliards, création de 6000 postes, titularisation des emplois précaires, loi de programmation budgétaire, création d'une direction autonome de l'architecture, ouverture du débat sur le statut de l'étudiant, abrogation des lois racistes et discriminatoires à l'égard des étrangers).

Constatant que la question du chômage et de la précarité touche les étudiants comme l'ensemble de la population, elle appelle les AG à se poser le problème de la participation à la journée de lutte des sala-

riés pour la défense de la Sécurité sociale. Elle propose : une grève illimitée de l'enseignement, une journée de manif nationale, le 21 novembre à Paris et, à son issue, la création d'une véritable coordination nationale des facs en lutte sur la base de trois à cinq délégués mandatés par fac.

Les coord' à Paris

Après la manif du 21, se tient à Paris-I Panthéon la première coordination nationale. Des débuts houleux. Six cent manifestants ont envahi les lieux et leur assemblée spontanée négocie avec la coord' le droit d'assister aux débats. La base ne veut pas de rupture ! Un compromis est trouvé. Il y aura deux observateurs par fac.

Qu'est-ce que la coord' ?

La Coordination Nationale Etudiante (coord' pour les intimes) est l'assemblée des délégués des facs entrées en action, soit une soixantaine au plus fort de la mobilisation.

5 Délégués par fac, accompagnés de 2 observateurs, sont élus, sur la base d'un mandat, par les assemblées générales (dire A.G.) qui ont lieu avant chaque nouvelle coord'.

La coord' élit un bureau, contrôlé par un mandat. La Coordination Nationale Etudiante est un organe de démocratie directe, chargé de faire remonter les revendications vers le gouvernement, l'échelon de souveraineté restant l'AG de chacune des facs.

CHAPITRE PREMIER

La dernière lutte offensive en France

La rentrée universitaire de 1995 se déroule la deuxième semaine d'octobre. Le dimanche 8 octobre, le ministre de l'Éducation de l'époque, François Bayrou, tablant sur une baisse annoncée du nombre d'inscrits, déclare, plein de confiance, sur les ondes de RTL, que « la rentrée se passe bien ». Pourtant, le vent va vite se lever, apportant avec lui une tempête qui va finir par converger avec la puissante grève interprofessionnelle de décembre 1995.

Les crises des universités

La massification des universités n'est pas un fait nouveau. Il était déjà à l'origine de la révolte étudiante de Mai 68. Si le nombre d'étudiants est passé de 140 000 à la Libération à 500 000 en 1968, cela n'a produit qu'une déstabilisation toute relative,

une légère dévalorisation des études supérieures. Car cette catégorie bénéficie, tout comme le reste de la jeunesse, d'un élan démographique ainsi que d'une modernisation de l'appareil de production capitaliste. Elle trouve donc sa place dans une société en développement, à la recherche d'un encadrement de plus en plus qualifié et nombreux.

Mais, au début des années 1990, le phénomène prend une autre ampleur. Avec l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au bac, la question de l'accueil d'une nouvelle vague étudiante est posée en matière de moyens matériels dans les filières postbac mais aussi de débouchés professionnels. Or, le seuil des 2 millions d'étudiants est sur le point d'être franchi en 1995. La question du financement des locaux mais aussi des personnels enseignants et Iatos (administratifs et d'entretien) s'impose. Mais d'autres problèmes viennent rendre la situation explosive : le logement étudiant et les problématiques de vie et plus largement la question de l'orientation professionnelle de centaines de milliers de jeunes issus du prolétariat. Ne disposant pas du capital culturel des secteurs traditionnels du monde étudiant (ceux provenant de la bourgeoisie), ils se retrouvent dans un univers inconnu, sans conseil de leur famille, et doivent se projeter dans un futur professionnel confus.

La sélection ne se fait plus à l'entrée de l'université, l'inscription étant désormais un droit. C'est l'université qui sélectionne, sur la base du capital financier et culturel, au fil des années d'étude. La frustration prend donc une nouvelle signification : les étudiants des années 1960-1970 sont souvent frustrés, une

fois leurs études achevées, par des perspectives de carrière insatisfaites. Les gouvernements Giscard puis Mitterrand vont d'ailleurs mener une politique de modernisation du capitalisme afin d'établir un nouveau contrat social avec la bourgeoisie intellectuelle. L'union de la gauche sera l'outil de cette intégration de l'intelligentsia contestataire à la nouvelle classe régnante (gestionnaire), le grand capital demeurant la classe dominante.

Les étudiants de 1990, du moins ceux issus du prolétariat et de la petite bourgeoisie traditionnelle (paysans, boutiquiers, artisans), sont donc frustrés à cause de la précarité de leurs études, des conditions précaires de vie et d'un avenir professionnel incertain.

Une rentrée universitaire agitée

Détaillons cette situation qui va prendre une tournure explosive. Alors que le sous-encadrement apparaît criant, en cette rentrée, de nombreux salariés précaires de l'université, toutes fonctions confondues, ne sont pas réemployés. Le malaise est d'autant plus important chez les personnels que la dégradation des conditions de travail s'accompagne d'une relative stagnation des salaires dans les années 1980, produisant de manière automatique une perte de pouvoir d'achat.

Les capacités d'accueil limitées et la vétusté des locaux rendent la situation ingérable. Mais elles relèvent de choix politiques : les grandes écoles et les classes préparatoires, qui ne concentrent que 4 % des étudiants, bénéficient de 30 % du

budget de l'enseignement supérieur. Les étudiants des autres filières doivent se procurer des manuels universitaires chers, insuffisants et souvent inaccessibles dans les bibliothèques. De plus en plus d'étudiants doivent travailler de façon régulière pour financer des logements privés, sous la pression de la spéculation immobilière, puisque les logements Crous sont en nombre largement insuffisants, eux aussi. La sélection par l'échec est intensifiée par les réformes récentes des Deug. La mise en place d'examens en fin de semestre provoque bien souvent, en cas de non-validation, la suppression de la bourse d'étude. Dans ce contexte, le gouvernement a lancé une négociation sur une réforme du statut étudiant. Il entend, au passage, réduire les conditions d'attribution de l'allocation au logement social. Cette annonce provoque une inquiétude et un début de mobilisation des organisations d'étudiants.

La mobilisation va démarrer sur des problématiques locales et sectorielles. Dès le 9 octobre, 500 étudiants manifestent à Rouen aux côtés des fonctionnaires en grève. Cette mobilisation a été décidée après la fermeture de la faculté des sciences, à la suite de l'absence du budget promis pour chauffer les salles et financer des TD. Les locaux sont occupés, mais cette mobilisation demeure très corporatiste, jusqu'à l'évacuation musclée par les CRS. Le lendemain, ce sont 5 000 étudiants qui descendent dans la rue.

À l'université scientifique Paul-Sabatier de Toulouse, les étudiants et les personnels de l'UFR de mathématiques se lancent dans une grève pour la création de postes, à la suite du non-res-

pect des promesses gouvernementales. Au Mirail (toujours à Toulouse), c'est l'impossibilité d'assurer les séminaires qui joue le rôle de détonateur.

Les étudiants de Staps (éducation physique) issus de quatre universités d'Île-de-France manifestent, quant à eux, devant le ministère. Le 25 octobre, plus de 500 étudiants marchent sur la « fac Pasqua » (pôle universitaire privé situé dans le quartier de la Défense). L'initiative est unitaire mais ne regroupe encore que les franges les plus militantes et sensibilisées.

La mobilisation à Rennes se fait sur une base revendicative plus large mais fragile en raison de son isolement et du faible nombre d'étudiants actifs.

L'atmosphère est des plus tendues, mais les mobilisations restent diverses, confuses et dispersées. L'objectif est désormais l'unification revendicative et organique de ces mouvements universitaires et, plus largement, leur lien avec l'interprofessionnel. Le 9 novembre, la journée d'action des syndicats de salariés des universités sert de première initiative nationale. Les universités déjà mobilisées se joignent aux manifestations.

Dans le reste de la France, le mouvement est confronté à une double problématique. La première tient à la situation politique durable, marquée par une longue période de progression de l'individualisme. Il n'est donc pas étonnant que le mouvement s'inscrive, au début, dans une dynamique largement locale et sectorielle. Le second obstacle tient à la faiblesse du mouvement révolutionnaire dans une situation politique où les « syndicats d'étudiants » ont soutenu le gouvernement de gauche durant

des années. Le caractère affinitaire de ces organisations rend par ailleurs difficile le travail unitaire entre les différents courants philosophiques. Au sein même du « syndicalisme étudiant », les choix organisationnels se divisent entre ceux qui animent des oppositions dans l'Unef-ID et l'Unef et ceux qui choisissent de construire la CNT.

Le mouvement prend une tournure nationale

La journée d'action du 21 novembre va permettre au mouvement d'exprimer sa dimension nationale. La presse annonce 100 000 manifestants dans toute la France. L'initiative a été lancée par les assemblées générales de Toulouse, qui sont alors le centre de gravité du mouvement, car la mobilisation y est déjà bien ancrée et, chose rare, principalement à la faculté des sciences de Rangueil et à l'École d'architecture. Mais, à cette date, la propagation nationale est une réalité, puisque une vingtaine d'universités sont déjà en grève : Aix (qui regroupe des assemblées générales de 1 500 étudiants), Metz, Orléans, Nice (faculté de lettres) ou encore Marne-la-Vallée. À Reims, Poitiers et Dijon, les assemblées générales votent la grève et rejoignent le mouvement. Des IUT sont également dans l'action, comme à Toulouse, Tarbes, Auch... À Montpellier, c'est le CA de l'université Paul-Valéry qui décide de suspendre les cours et d'appeler à manifester : il y aura 6 000 manifestants le 21, rien que dans cette ville. Ils sont aussi 5 000 à Nantes, 3 000 à Poitiers et Grenoble, 2 000 à Rennes et un millier à Bordeaux, Saint-Étienne,

Aix et Lyon (où les étudiants occupent la mairie), Bourges (où les locaux sont occupés). Des assemblées générales se tiennent à Caen, Toulon (avec les personnels), Amiens, Lille, Limoges et Brest (qui réunissent chacune 1 000 personnes), Nantes (avec 500 personnes). Au-delà de ces dynamiques locales, le mouvement est désormais national, car de très nombreuses manifestations ont lieu partout sur le territoire, dans les villes universitaires, mais pas seulement, car les lycéens sont, eux aussi, entrés dans l'action. Des villes plus petites sont désormais touchées avec quelques centaines de manifestants, mais, à Valence ou à Lorient, les médias comptabilisent plus de 1 500 jeunes dans les rues.

Le basculement s'est, en fait, réalisé dans la semaine du 13 au 17 novembre, avec l'entrée tardive, mais déterminante, des universités d'Île-de-France dans le mouvement. Le mercredi 15 novembre, la fac de Tolbiac vote la grève. Mais la principale impulsion est donnée la veille par celle de Saint-Denis (Paris-VIII) : la grève y est massivement votée dans un amphithéâtre bondé. Ce n'est pas tant la capacité de mobilisation qui est déterminante, il s'agit surtout d'un dépassement des simples revendications matérielles. La CNT y dispose d'un quasi-monopole syndical et a réussi à organiser ses troupes bien au-delà des nombreux militants communistes libertaires. La question de l'immigration, popularisée depuis des mois par un collectif unitaire de défense des étudiants étrangers, est immédiatement adoptée comme une revendication centrale. Tout comme celle, encore plus large, de dénonciation de la précarité

sociale. Cette conscientisation n'est pas obtenue par la pression des militants, bien au contraire : plus la participation aux assemblées générales et aux actions s'accroît, plus les revendications prennent un contenu anticapitaliste.

Le jeudi 16 novembre, c'est au tour de la fac de Nanterre, autre bastion de la CNT, de voter la grève lors d'une assemblée générale réunissant 700 étudiants. Là aussi, la question du financement de l'université est complétée par d'autres revendications : solidarité avec la lutte des nettoyeurs et « une université ouverte à toutes et tous sans aucune discrimination ». La mobilisation parisienne va alors prendre une tournure assez exceptionnelle, à savoir l'intervention d'une organisation syndicale révolutionnaire, déjà implantée, et qui va rallier à elle de très nombreux sympathisants. Dès la première manifestation, les autocollants de la CNT font leur apparition massive dans les cortèges. Dans celui de Paris-VIII, les ralliements sont tellement nombreux qu'ils posent la question de l'articulation entre le comité de lutte et l'action de la section syndicale.

Les 18 et 19 novembre une réunion inter-fac des universités en lutte s'est par ailleurs tenue à Toulouse. Elle regroupe les facultés de la ville et reçoit des délégations de Nice, Perpignan, Metz et Paris-VIII. Son activité principale est de préparer la grève nationale du 21 novembre et de multiplier les contacts afin de préparer la coordination. Le 21 novembre, la tenue de cette coordination nationale dans la soirée, après la manifestation, marque donc un tournant. Elle rencontre des obstacles matériels : les portes de la Sorbonne sont étonnamment fermées.

Un cortège d'un millier d'étudiants, impulsé par les grévistes de Paris-VIII, enfonce alors les grandes portes de la rue Saint-Jacques. La situation est impressionnante et démontre la détermination des grévistes. Cette ambiance combative permet d'imposer une certaine pression démocratique aux appareils militants qui auraient voulu transformer la coordination en chambre parlementaire, dans laquelle manœuvreraient les représentants de chaque fraction affinitaire. Une assemblée générale non décisionnelle se tient, alors que les délégués parisiens et du reste de la France rejoignent progressivement la salle annexe qui accueille la coordination nationale.

Cette coordination est un cas unique dans l'histoire des mobilisations universitaires. Pour la première fois, une telle assemblée n'est pas dominée par les appareils « syndicaux » ou par les directions d'extrême gauche. Il faut dire que la coordination a été préparée efficacement. La section CNT de Paris-VIII est en contact depuis des mois avec des camarades ou des sympathisants dans les autres universités. La liste des délégués mandatés a donc été transmise afin de contrôler la légitimité des délégations au début de la coordination. Les appareils politico-syndicaux errent dans les couloirs, totalement débordés par la situation. Leurs militants ne peuvent entrer dans la salle que comme observateurs s'ils ne disposent pas d'un mandat de leur assemblée générale d'université.

La coordination peut désormais fédérer les mandats sans interférence extérieure. Ils sont synthétisés dans une plate-forme revendicative nationale, votée largement, et qui reprend les axes

et la logique de celle de Paris-VIII. La plate-forme de Paris-VIII avait été transmise aux assemblées générales des autres universités en amont afin qu'elle serve de base de discussion. La seule revendication qui n'est pas adoptée est celle sur le revenu garanti, en raison d'un manque de débat dans les assemblées générales de province pour contredire la position historique du « syndicalisme étudiant ». En revanche, les trois revendications centrales et indissociables sont validées, sur les thèmes des moyens matériels des universités, de la précarité sociale et de l'immigration.

Les bureaucraties n'ont plus aucune marge de manœuvre. Toute négociation séparée sur le financement apparaîtra désormais comme une trahison des trois revendications indissociables. C'est pourtant ce que vont essayer de faire certaines organisations dans un dernier réflexe bureaucratique totalement suicidaire.

Les institutionnels tentent de reprendre la main

Dans la semaine qui précède la manifestation du 21, le ministère tente de désamorcer la crise. Les présidents d'université sont reçus afin de se voir présenter le plan d'urgence des « universités pauvres » : 150 millions de francs et 200 postes d'enseignants sont proposés. De leur côté, les étudiants de Rouen ont obtenu 9 millions de francs et 188 postes. Bien que cette grève locale soit levée avant le 21 novembre, les étudiants rouennais se joignent à la mobilisation. Les responsables de la Conférence des présidents d'université (CPU) déclarent « souhaiter un geste

complémentaire à cette dotation, de nature à décrier la situation », un « troisième volet » concernant le personnel non enseignant est d'ailleurs annoncé. Mais la puissante grève du 21 novembre oblige la CPU à se repositionner et à durcir son discours. Le jeudi 23, elle juge finalement « insuffisantes » les mesures du plan d'urgence.

Les directions syndicales sont, elles aussi, amenées à hausser le ton et à se poser en porte-parole d'une mobilisation qui commence sérieusement à leur échapper. Dans la nuit du 23 au 24 novembre, elles tentent d'élaborer une plate-forme commune qui exige une loi de programmation, qui ne sera finalement signée que par l'Unef-ID. Par ailleurs, l'Unef-SE n'exclut pas de répondre favorablement à la lettre envoyée par la CPU l'invitant à une rencontre pour le lundi 27 novembre. Cette organisation continue de défendre sa stratégie historique, qui consiste à centraliser des cahiers de revendications matérielles locales. Or, les étudiants ont construit leur coordination nationale en ayant conscience que c'était la seule façon de ne pas tomber dans le piège des négociations faculté par faculté. La stratégie de l'Unef-SE leur apparaît donc en complète contradiction avec celle de l'outil qu'ils ont construit et la pression est telle que la direction nationale ne peut s'associer à la démarche de la CPU.

Ces manœuvres sont accueillies avec beaucoup d'agacement par les étudiants mobilisés. Les « tendances » minoritaires dans les deux Unef se retrouvent elles aussi affectées, principalement celles qui s'étaient ralliées triomphalement, lors de leur dernier congrès, à la nouvelle direction gauchisante de l'Unef-ID.

Vers un élargissement interprofessionnel

Le 30 novembre, 160 000 manifestants se répartissent dans toute la France, dont 30 000 à Toulouse : c'est une réussite. Une quarantaine d'universités sont en grève sur les 90 qui existent. À Paris, la grève dans les transports est un frein pour rejoindre une manifestation universitaire de 25 000 personnes.

Mais le mouvement éprouve de nouvelles difficultés à se structurer. Et cela pour des raisons tant internes qu'externes. À la fin de la manifestation parisienne aux Invalides, la section CNT de Paris-VIII se dirige à pied vers Jussieu, où doit se tenir la coordination nationale étudiante. Beaucoup de monde la suit et la balade prend la forme d'un cortège improvisé sur lequel se greffe la mouvance d'ultra-gauche. Ça discute, tout en marchant. Les syndicalistes tentent de convaincre ces camarades que l'objectif est désormais d'établir un lien avec la mobilisation des cheminots et des autres secteurs du public, démarche déjà entreprise par les étudiants syndicalistes révolutionnaires vers certains secteurs de la CFDT en lutte et de la CGT-Cheminots.

Les discussions fraternelles entre les syndicalistes révolutionnaires et leurs camarades d'ultra-gauche ne débouchent pas sur une prise de conscience mais permettent de gagner du temps. Finalement, une émeute se déclenche après le départ des délégués du cortège improvisé. Ils ont rejoint Jussieu, où se tient une coordination déterminante dans une ambiance surréaliste. Les cocktails Molotov pleuvent sur la place devant l'université. Manquant de provisions, les émeutiers pillent des stocks de fossiles

du futur ministre Allègre pour les jeter, depuis les étages, sur la police. Assiégés toute la nuit dans l'université, les délégués, les manifestants et les émeutiers, affamés par cette journée bien intense, en sont réduits à se répartir les stocks alimentaires des épiceries universitaires.

Les délégués et un service d'ordre improvisé doivent agir afin que la coordination puisse se tenir, alors que le gouvernement et ses amis ont tout intérêt à ce qu'elle ne puisse le faire. L'enjeu est bel et bien de maintenir la mobilisation dans la durée afin de renforcer les liens interprofessionnels avec les secteurs grévistes déjà en action contre le plan Juppé. Les militants d'ultra-gauche pensent, au contraire, que la situation rend prioritaire la radicalisation des modes d'action, d'où l'émeute. Les craintes des syndicalistes sont malheureusement confirmées, le climat de violence favorisant une déstabilisation de la coordination. Dès le début, un groupe non identifié vient perturber par la violence physique les travaux de la coordination, jetant des tables du haut de l'amphithéâtre. Ces personnes sont neutralisées et des brassards « police » sont retrouvés sur elles.

Enfin réunie, la coordination nationale confirme les axes revendicatifs et rejette les propositions du gouvernement. Elle réaffirme ses revendications indissociables et déclare que « les propositions de la CPU ne forment pas une base de discussion ». Elle exige une loi de programmation budgétaire de 50 milliards de francs sur cinq ans et des crédits d'urgence : 4 milliards pour les universités, 15 millions pour les écoles d'architecture, la création de 6 000 postes d'enseignants-chercheurs et 2 000 d'iatos.

Cette fois-ci, la crise est très sérieuse pour le gouvernement, car non seulement la coordination appelle les lycéens à se joindre à la mobilisation en masse, mais le texte précise que la lutte « s'inscrit dans le mouvement général des salariés contre la casse des services publics » et que le « combat est commun », avant d'appeler à « une grève générale unifiant ces secteurs » contre le plan Juppé. La prochaine échéance décidée est une grève le 5 décembre, suivie d'une nouvelle coordination nationale étudiante.

Les étudiants passent le relais

En 1993, le gouvernement Balladur avait donné le coup d'envoi de l'attaque contre la Sécurité sociale. Pour les travailleurs du privé, il s'agissait dès lors de cotiser quarante ans pour disposer d'une retraite calculée sur leurs vingt-cinq « meilleures » années. La riposte syndicale est alors ridicule.

En 1995, Chirac se fait élire avec un discours sur la « fracture sociale ». Mais, dès la rentrée scolaire, les annonces du nouveau gouvernement sont en complète contradiction avec les promesses de l'ancien candidat. La frustration est synonyme de contestation, d'autant plus que la pression est désormais réelle et que la menace de casse pèse entre autres sur le secteur public, épargné par la première attaque du gouvernement Balladur. La contestation prend, tout d'abord, la forme d'une grève massive dans le public, le 10 octobre. Puis, face aux menaces qui pèsent sur la Sécurité sociale, le 14 novembre, les confédérations appellent à des manifestations.

Le gouvernement fait l'erreur d'annoncer le contenu de sa réforme le lendemain, puis deux jours plus tard le très impopulaire contrat-plan de la SNCF. La base syndicale cheminote se lance dans la bataille. Les étudiants ne sont plus isolés. Les conditions de l'extension interprofessionnelle sont réunies.

Le 24 novembre, les manifestations unitaires servent de ciment. Dans les jours qui suivent, la grève va s'étendre à tous les services publics. Le blocage y est quasi total et les sites sont le plus souvent occupés. Le mouvement s'organise à la base sur une dimension interprofessionnelle. Des délégations se déplacent devant les entreprises privées. Cependant, la généralisation de la grève ne va pas être atteinte, ce qui sera aussi un frein à la resyndicalisation du privé. Un facteur a joué dans ce sens : le rôle pris par les manifestations. Il y en a deux par semaine et elles apparaissent comme le moment de convergence, permettant ponctuellement aux salariés du privé de se joindre au mouvement. Mais cette culture de la protestation, où l'on adopte la logique du comptage du nombre de manifestants, les fameux « deux millions », est en contradiction avec la dynamique de contrôle et de blocage de la production.

On peut donc souligner que c'est cette culture citoyenniste de gauche qui a servi de déviation à la stratégie syndicaliste traditionnelle. Le mouvement dans le public influence la combativité globale de la classe, mais elle ne lui offre pas les outils lui permettant de se matérialiser dans la durée. Cette culture de la manifestation, désormais hégémonique et de nature social-démocrate, est aussi un obstacle pour le mouvement universitaire.

Un mouvement étudiant marginalisé et saboté

La coordination qui se réunit le 6 décembre doit tenir compte d'une situation politique bien particulière. La jonction avec le mouvement ouvrier offre des perspectives très motivantes. Mais encore faudrait-il définir le contenu stratégique d'une telle jonction. Les difficultés rencontrées pour la tenue de la coordination ne vont pas permettre d'assumer les responsabilités du moment. Comme en Mai 68, la mobilisation de la classe ouvrière a pour conséquence de marginaliser celle des universités. La grève quasi générale dans les transports publics complexifie le déplacement des grévistes vers l'université pour y tenir leurs assemblées générales et leurs actions.

La direction de l'Unef-ID va profiter de ces difficultés pour mener une offensive destructrice. Ne pesant plus grand-chose en nombre de délégués en province et plus rien en région parisienne, la Gauche socialiste, tendance du PS à la tête de l'Unef-ID, choisit de descendre dans les couloirs de la fac de Censier avec ses gros bras afin de saboter la coordination nationale. Les délégués, appuyés par le service d'ordre de la CNT, protègent la réunion, qui peut se tenir, mais dans une ambiance crispée. L'Unef-ID annonce alors par communiqué de presse sa décision de quitter la coordination. L'enjeu pour elle est tel que de nombreux responsables du PS sont venus encadrer l'intervention de leurs jeunes partisans. Julien Dray, lui-même présent, donne les consignes depuis un bar proche. Cette action a finalement peu d'impact, si ce n'est de discréditer

diter un « syndicat » qui apparaît désormais uniquement comme une branche du PS.

Le mouvement universitaire va donc connaître une situation assez semblable à celle de Mai 68. Le blocage de la production dans le secteur public élève le degré de confrontation avec le capital. Dans ce contexte, une grève des universités montre sa dimension majoritairement idéologique et ainsi son faible impact sur l'adversaire. Les élèves et les salariés de l'éducation vont continuer de fournir des troupes aux piquets de grève et aux manifestations locales. Ils soutiennent le blocage de la production mais n'y participent pas directement.

Les difficultés à agir n'apparaissent pas immédiatement, car les élèves et le personnel de l'éducation sont bien accueillis par les autres secteurs et se joignent facilement aux comités de lutte interprofessionnels locaux. Cette reconnaissance, gagnée par les semaines précédentes de lutte, crée une certaine illusion. Mais la désorganisation de la coordination empêche ce secteur gréviste de peser sur la recomposition syndicale et de s'y intégrer.

Il va falloir attendre plusieurs semaines avant que la situation ne décante. Le mythe d'un rebondissement de la lutte persiste. La coordination publie le premier numéro de son journal en janvier avec un sous-titre exprimant sa confusion, « Premier round : octobre-décembre 1995 ».

Les coordinations nationales tenues à Tours, le 13 décembre, puis à Bordeaux, le 20, tentent de rassurer, en exprimant une relative unité dans des « atmosphères détendues » et en justifiant leur utilité. La stratégie votée consiste à rédiger un « Livre blanc »

censé maintenir la pression dans la durée sur le gouvernement. La montée nationale à Paris va cependant mettre en évidence la phase nettement descendante de la mobilisation.

L'enjeu est désormais de matérialiser les acquis de la lutte. Malheureusement, aucune organisation ne s'est appuyée sur la stratégie de la double besogne.

Paris 8 en lutte Résistance

NOUS, ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS DE SAINT DENIS, sommes mobilisés pour résister à la nouvelle offensive du gouvernement contre l'égalité d'accès au savoir. Cette offensive s'inscrit dans une politique globale de liquidation du service public, de précarisation de tous et d'acharnement sur les populations les plus fragilisées de la société, les étrangers en particulier.

Nous déclarons donc que la mobilisation actuelle procède de notre volonté de résistance à la politique réactionnaire et raciste du gouvernement, résistance qui dépasse la seule mobilisation en cours.

Ceci dit, le mouvement actuel ne s'arrêtera pas tant que ne seront pas satisfaits les trois points suivants :

1 **Accès garanti et égal à l'université pour tous sans discrimination aucune :** inscription inconditionnelle des étrangers satisfaisant aux critères pédagogiques; abandon des décrets du 21 septembre 1994 et abrogation des lois racistes (circulaire Sauvè-Marchand, Bardet, lois Joxe et Pasqua); fin des contrôles policiers à l'intérieur de l'université; démantèlement du plan vichypirate.

2 **Le réengagement financier de l'État pour un véritable service public :** financement accru de l'enseignement et de la recherche; arrêt du processus de privatisation (réquisition immédiate de la fac Pasqua et de toutes les universités privées); déblocage des moyens nécessaires par une loi de programmation budgétaire.

3 **La lutte contre la généralisation de la précarité dans l'ensemble de la société, notamment de la condition précaire d'une partie grandissante des étudiant/es par :** l'instauration d'un revenu garanti décent plutôt que d'un statut étudiant « poudre aux yeux » tel que celui que nous prépare le ministère; l'accès facilité aux logements sociaux; les transports gratuits.

Nous affirmons notre détermination à défendre les points sus-cités de manière indissociable et appelons tous les étudiant/es, les personnels IATOS et les enseignant/es à adopter ces positions et à s'engager à les défendre.

Nous exigeons l'amnistie immédiate des personnes inculpées et condamnées suite aux dernières manifestations.

Pour un enseignement de qualité, démocratique et ouvert à toutes et à tous.

Dernière minute : Des marchandages occultes se tiennent en ce moment, qui bradent nos revendications. **NON AUX NÉGOCIATEURS-IMPOSTEURS**



CHAPITRE DEUX

Expérience et bilan d'une intervention syndicale

Avant d'analyser l'action d'une organisation syndicale et d'une tendance révolutionnaire, il est indispensable de comprendre le terrain sur lequel elles doivent intervenir. En effet, il ne suffit pas de disposer d'une stratégie, encore faut-il l'appliquer correctement avec des tactiques adaptées à cet environnement matériel. Or, au milieu des années 1990, le monde étudiant est profondément transformé. Cela est vrai pour sa composition sociologique en complète mutation.

En lien avec cet élément de la superstructure, l'évolution des organisations supposées le représenter est, elle aussi, profonde. Cette mutation est visible. Pour autant, les organisations, censées offrir une analyse politique, sont totalement dépassées, incapables de rompre avec des pratiques et des schémas déjà inefficaces dans la période précédente.

Un corbillard qui se croit à un mariage

Le « syndicalisme étudiant » continue de survivre grâce à une mythologie née d'un double fantasme : la Résistance d'une part, le socialisme d'autre part. Le combat face à l'occupant nazi et à ses collaborateurs a produit une mystique du « progrès social », d'une éducation républicaine qui favoriserait l'émancipation humaine et l'ascension sociale. Cette culture, véhiculée triomphalement par de jeunes étudiants résistants, est venue se greffer sur le vieux corporatisme universitaire de l'Ancien Régime.

Les textes votés en 1946 au congrès de Grenoble de l'Unef adoptent le concept de « jeune travailleur intellectuel ». Mais il s'agit d'un étrange travailleur en formation qui choisit de se couper de sa fantasmée classe prolétarienne, en privilégiant une autonomie organique. C'est en se référant pourtant explicitement à la charte d'Amiens de la CGT que les rédacteurs de la charte de Grenoble, issus des rangs de la Résistance, lui donnent son contenu politique. Ainsi, Paul Bouchet précise : « Nous ne voulions plus de corporatisme étudiant. Nous donnions comme but à l'Unef de jouer le rôle d'avant-garde de la jeunesse d'un point de vue social. » Malgré son vernis syndical, l'Unef demeure pourtant une corporation regroupant principalement des bourgeois destinés à devenir... des bourgeois. D'où sa vocation « d'avant-garde de la jeunesse », c'est-à-dire comme un encadrement militant de la jeunesse prolétarienne. Et c'est avec cette logique qu'elle pense le monde étudiant comme une collectivité

assumée, défendant son statut mais aussi ses œuvres sociales spécifiques (le Crous et sa mutuelle, par exemple). C'est d'ailleurs sa nature corporatiste qui permet, dans un premier temps, de lui donner une composition de masse. Dans les années 1950, elle regroupe la majorité des étudiants. Un recrutement tellement représentatif du monde étudiant qu'on y retrouve des dirigeants aussi « progressistes » que Jean-Marie Le Pen et d'autres partisans de l'Algérie française... Ce corporatisme étudiant va imploser entre 1957 et 1962, sous la pression des conflits idéologiques, qui sont le reflet de positionnements bien concrets sur la conscription pour l'Algérie. La sociabilité étudiante ne résiste pas aux choix individuels de carrière liés à un positionnement immédiat : rejoindre le contingent comme officier ou participer à la mobilisation pacifiste ?

C'est dans ce nouveau contexte que le « syndicalisme étudiant » se voit imposer un nouveau fantasme « socialiste ». La mobilisation contre la guerre d'Algérie amène au basculement de larges franges militantes universitaires vers les partis de la gauche radicale : PSU, JCR, UJC-ML, FER... Cette hégémonie idéologique va accentuer l'idéalisme. On assiste donc à la construction d'un « syndicalisme » universitaire purement affinitaire, l'Unef et ses « tendances » se limitant, en fait, à de simples fractions philosophiques venues recruter dans la bourgeoisie intellectuelle. Cette confusion politique facilite les manœuvres des différentes fractions dans leur environnement naturel, l'encadrement capitaliste. Même si, au passage, on n'est pas loin du délire : en 1964 se crée dans l'Unef une « Tendance syndicaliste

révolutionnaire », animée par une alliance opportuniste de communistes libertaires, de trotskistes lambertistes et de situationnistes !

Cette domination de la culture de gauche va provoquer l'implosion de l'Unef, qui ne sera plus une organisation de masse. Elle profite pourtant d'un contexte favorable, entre la mobilisation contre la guerre d'Algérie, qui s'inscrit dans une situation d'affirmation culturelle de la jeunesse, et l'insurrection étudiante de 1968. Or, c'est l'époque où le « syndicalisme étudiant » se fragmente en une multitude de sous-fractions groupusculaires.

Finalement, le « syndicalisme étudiant » n'aura été qu'un mirage. Mais il va continuer à servir de couverture et d'outil institutionnel pour toutes les fractions qui veulent recruter à l'université leurs futurs cadres militants. Cette faiblesse l'oblige cependant à accepter et à manipuler les comités de lutte, les assemblées générales et les coordinations qui émergent lors des mobilisations. C'est le prix à payer pour intégrer les étudiants à la lutte, puisque ces « syndicats » sont tout sauf des organisations de masse. Il faut des outils de mobilisation ponctuels donnant un semblant d'image démocratique, même s'il n'y a rien de plus antidémocratique qu'une assemblée générale manipulée par les fractions regroupant des militants professionnels.

La puissante mobilisation contre le projet de loi Devaquet de 1986, qui voulait instaurer la sélection, va servir de planche de salut à ces organisations. Leurs principaux porte-parole apparaissent avec une étiquette syndicale dans une pseudo « coordination nationale ». Cette légitimité fait alors croire à une

période faste où la mobilisation étudiante aurait réussi à faire reculer le gouvernement de droite : c'est pourtant l'assassinat raciste de Malik Oussebine qui oblige les confédérations ouvrières à appeler à la grève. La mobilisation devient interprofessionnelle et l'enjeu de toute la classe ; le gouvernement recule et son ministre démissionne.

Le mirage continue et ne peut expliquer sa longévité que par la responsabilité des confédérations ouvrières. Aucune d'entre elles ne veut engager un débat avec l'Unef sur le fameux concept de « jeune travailleur intellectuel », qui ne pouvait se matérialiser que par la syndicalisation des jeunes. Or, cette syndicalisation aurait posé la question de leur intégration dans des syndicats professionnels en fonction de leur futur métier (santé, éducation, métallurgie...). Cette absence de lien entre la formation et le futur métier permet à la culture affinitaire de régner sur les campus, et donc de laisser les décisions sur le contenu des diplômes au patronat, seul en capacité d'y réfléchir. Les « syndicats d'étudiants » vont donc s'enfermer dans une défense abstraite des diplômes en produisant un discours philosophique sur « l'éducation émancipatrice », « l'université populaire », « les choix pédagogiques », mais rien sur le contenu des diplômes et encore moins sur les futurs emplois.

Les dinosaures des Unef ne voient pas la météorite arriver

À partir de 1986, repliés dans leur tour d'ivoire, les états-majors du « syndicalisme étudiant » ne comprennent absolu-

ment pas qu'ils ont embarqué sur le *Titanic*. La prolétarianisation des universités est déjà largement engagée, et avec elle la dévalorisation programmée des diplômes. Les enfants du prolétariat arrivent massivement dans les universités et le concept de « jeune travailleur intellectuel » prend enfin une certaine consistance. Mais les appareils sont dans l'incapacité de répondre à ses besoins immédiats.

Ces jeunes prolos débarquent à la rentrée dans un monde inconnu, d'eux mais aussi de leurs parents. Les questions matérielles sont prégnantes : se fournir des livres chers et indispensables, se loger à bon marché, trouver un petit boulot... Ils ont aussi besoin d'une sociabilité, d'être renseignés sur les perspectives professionnelles et, enfin, d'une aide immédiate pour répondre aux exigences de la préparation du diplôme.

Les pseudo-syndicats, enfermés dans leur culture affinitaire, sont incapables d'assumer les besoins de ces jeunes prolétaires. La seule perspective qu'ils peuvent leur proposer, c'est de sacrifier leurs études en offrant en échange une autre carrière : les former à l'activisme pour les préparer à devenir des bureaucrates dans le monde politique, les appareils syndicaux ou le milieu associatif. Sans même parler des nombreux patrons de gauche passés, eux aussi, par cette filière, œuvrant souvent dans les entreprises prestataires de services aux collectivités ou à l'État. Si le « syndicalisme étudiant » a bel et bien été une école de formation, ce n'est en tout cas pas pour les syndicalistes de terrain.

Rodi Morder, universitaire spécialiste de l'histoire des organisations étudiantes et lycéennes, surestime dans ses recherches

le poids des anciens militants étudiants dans les syndicats confédérés. Il a cependant raison de repérer une véritable influence, dans la CGT par exemple, de ceux qui sont passés par cette école de formation. Mais encore faudrait-il analyser cette influence et son impact. Elle est bien réelle, mais en rupture avec le syndicalisme de classe. De 1895 à 1968, les jeunes militants syndicalistes se formaient dans la sociabilité ouvrière, puis dans son prolongement naturel, les syndicats de la CGT, de FO ou dans ceux d'une CFTC déconfessionnalisée (CFDT). Ils étaient socialisés dans le cadre d'une culture collective basée sur l'entraide. Rien de tel avec le corporatisme affinitaire. C'est la culture de gauche, faite d'individualisme, de libéralisme culturel, de réseaux militants et de discours philosophique qui sert d'apprentissage. La vie collective s'y limite à un entre-soi affinitaire, corporatiste et souvent sectaire. Même les militants du PCF connaissent une évolution identique, puisque le parti recrute de moins en moins dans le prolétariat pour se concentrer sur la petite bourgeoisie intellectuelle. La culture ouvrière influencée par le syndicalisme révolutionnaire disparaît de l'identité communiste.

Cette nouvelle génération de syndicalistes confédérés, formés à l'extérieur du prolétariat, est un puissant facteur d'acculturation et de décomposition. Elle introduit une culture de substitution largement imprégnée de la culture bourgeoise, et en premier le nombrilisme. Il n'est donc pas étonnant de constater, par exemple dans la CGT, l'émergence d'un « anarcho-syndicalisme » hégémonique. Les syndicats et les structures de la CGT s'autonomisent et se crispent sur leur isolement. Ce repli sur soi,

qui ne sert qu'à défendre les intérêts personnels de petites castes, se justifie par la proclamation de particularités affinitaires (divers courants philosophiques), d'entreprise ou géographiques. Ces spécificités n'ont aucun contenu stratégique, servant seulement à défendre les intérêts propres à de petits bureaucrates. Mais au pays de la « révolution », même les manœuvres les plus individualistes doivent se justifier par une référence philosophique à telle ou telle idéologie. La bourgeoisie intellectuelle française n'a jamais assumé son intégration carriériste au système capitaliste. Elle se cache constamment derrière un discours contestataire et révolutionnaire de salon.

L'action néfaste du « syndicalisme étudiant » aura aussi été de laisser le terrain aux corporations, car ce sont elles qui font vivre l'action primordiale de tout syndicat : la sociabilité et l'entraide. Au fil des années, les corporations classiques réoccupent le terrain, se fédèrent dans la Fage et, finalement, deviennent la force hégémonique chez les étudiants.

C'est donc dans ce monde en complète mutation que manœuvrent les survivants du « syndicalisme étudiant ». En 1995, les deux Unef ne sont pas encore réunifiées. L'Unef-SE (Solidarité étudiante) est toujours dominée par les membres de l'Union des étudiants communistes (UEC). Cependant, une Unef-Oppo, regroupant un large prisme de l'extrême gauche, y mène la contestation. L'Unef-ID est hégémonique au niveau national. Elle dispose du savoir-faire de l'ancienne direction trotskiste lambertiste. En 1985, Cambadélis et Stora quittent précipitamment le PCI lambertiste et rallient le PS, en amenant des cen-

taines de dirigeants de l'Unef-ID. Au début des années 1990, cette direction accompagne le gouvernement de gauche dans sa politique. Les militants de l'Unef-ID s'assurent ainsi une carrière dans les institutions gérées par le PS. Mais, au fil des années, cette politique de compromissions la met de plus en plus en porte-à-faux avec sa base confrontée à la prolétarianisation.

Les étudiants de 1995 connaissent cette dégradation de leurs conditions de vie et d'étude par rapport à leurs aînés. Dans les années 1980, en cas d'absence de perspective de carrière, au pire on finit prof, comme maître auxiliaire en attendant d'être titularisé fonctionnaire. Dix ans plus tard, les concours de l'enseignement demandent désormais un véritable investissement personnel et les moyens qui vont avec. Mais cette nouvelle génération a aussi goûté la démagogie sociale-démocrate. Ceux de 1995 ont souvent participé aux luttes lycéennes précédentes et ont pris conscience des promesses non tenues de Mitterrand. Les partis de gauche et leurs satellites ne leur apparaissent plus forcément comme leurs représentants naturels. L'appareil a besoin de redorer son blason. En 1993, la direction de l'Unef-ID éclate, une bonne partie des bureaucrates décidant de rejoindre la Gauche socialiste, tendance du PS animée par Mélenchon et Julien Dray. Cette recomposition interne donne la direction à une nouvelle « tendance syndicale » regroupant les militants de la GS et de la JCR-RED (jeunes de la LCR, futur NPA). Tout ce petit monde est très heureux, vit dans son microcosme bien confortable. Ils ne voient absolument pas venir la météorite qui va les percuter de plein fouet.

La CNT, ça sert à quoi ?

Au tournant des années 1980, la CNT connaît un petit frémissement qui attire vers elle un intérêt grandissant. Son implantation chez les nettoyeurs du métro parisien interpelle et remet en cause son image d'organisation anarcho-syndicaliste isolée et sectaire.

Elle profite d'une situation favorable. La CFDT s'est recentrée et a déjà commencé ses purges internes. La CGT est totalement déstabilisée par la crise des partis communistes qui lui servaient de caution « révolutionnaire ». Les organisations d'extrême gauche sont déjà engagées dans leur processus d'extinction. Quant au mouvement libertaire, il n'arrive pas à coordonner les organisations affinitaires avec les jeunes anarchistes issus du rock alternatif. L'antifascisme « radical » est déjà en crise, fournissant de nombreux militants disponibles.

Il n'est donc pas étonnant que la CNT attire à elle beaucoup de monde... avec des préoccupations bien diverses et souvent contradictoires. Trois composantes y coexistent de plus en plus difficilement. La première regroupe les anarcho-communistes, souvent hostiles au syndicalisme et voulant restreindre les adhésions selon l'appartenance philosophique. La deuxième, largement majoritaire, développe une orientation anarcho-syndicaliste. Clairement syndicaliste, elle défend cependant l'existence de la CNT comme une fin en soi, d'où une affirmation identitaire. Une troisième composante, bien que très minoritaire, exerce cependant une influence grandissante. Elle

défend la charte d'Amiens, la CNT n'étant pour elle qu'un outil transitoire de rassemblement pour peser sur une recomposition syndicale unitaire.

On retrouve ces trois composantes dans les sections universitaires qui vont se créer dans les années et dans les mois qui précèdent octobre 1995. Les premiers adhérents sont de jeunes anarchistes souvent issus des groupes antifascistes Scalp, du mouvement autonome (qu'on appelle aujourd'hui « black bloc ») ou en rupture avec la mouvance libertaire orthodoxe. Leur ralliement à la CNT est confus, mais les débats sont vifs et vont se cristalliser avec la scission de la CNT en 1993.

Le départ des anarcho-communistes (la CNT Bordeaux et Toulouse) permet d'accentuer la dynamique syndicale et de combattre le sectarisme. Sur les campus de Grenoble et de Saint-Denis, cette ouverture permet même l'adhésion de militants de l'UEC, des JCR, de Lutte ouvrière, de Voie prolétarienne, grâce à une discussion franche et fraternelle sur la charte d'Amiens et sur le syndicalisme de classe. Tout en demeurant membres de leur organisation affinitaire, ces camarades rejoignent la CNT, car ils partagent leur rejet d'un « syndicalisme étudiant » dépassé et des fractions politiciennes qui lui sont liées.

Sous le gouvernement socialiste, les sections universitaires sont isolées dans quelques villes (Grenoble, Lille, Nancy), puis elles sont renforcées par l'implantation dans de premières facultés parisiennes (Nanterre, Jussieu). Le développement s'accélère en 1994 avec de nouvelles sections en région parisienne et au Mans, à Rennes, Aix, Rouen... Celles-ci manquent d'expérience

mais elles vont être utiles pour aider à la structuration nationale du mouvement d'octobre 1995.

Cependant, les débats stratégiques demeurent vifs en région parisienne. La composante anarcho-syndicaliste est surtout influente à Nanterre, Jussieu et Tolbiac, tandis que les syndicalistes révolutionnaires animent les sections de Censier, de Dauphine, d'Orsay, de la Sorbonne, de Villetaneuse et de Grenoble. Cela n'empêche pas la CNT de créer un « bastion » à Saint-Denis (Paris-VIII), où elle s'affirme en moins d'un an comme l'organisation hégémonique. La section dispose d'un terreau favorable, profitant de l'histoire du Centre expérimental de Vincennes, université créée après 1968 comme un ghetto laissé à l'extrême gauche pour mieux l'isoler. Mais, entre-temps, la faculté a été déplacée à Saint-Denis, à proximité des cités les plus précarisées du 93 : ce n'est donc plus tant l'orientation « gauchiste » de ses enseignants que la composition sociale de ses étudiants qui fait désormais la spécificité de Paris-VIII. L'inscription administrative est toujours possible sans condition de diplôme. Plus de 80 % des étudiants sont donc des étudiants-salariés.

Le développement rapide de la section agit comme une pépinière. En une année, les étudiants sont à l'initiative de la création de trois sections syndicales CNT dans le privé. Une dans le commerce, une dans le social, mais aussi une parmi les nettoyeurs de la société privée sous-traitante de l'université. Le nouveau délégué syndical, élu par les travailleuses du site, est un jeune étudiant malien. Cette réalité syndicale constitue donc une expérimentation concrète du syndicalisme d'industrie en

milieu universitaire. Les étudiants, comme travailleurs en formation, sont organisés dans la même structure syndicale que les professeurs et les personnels administratifs et ouvriers d'État. Les nettoyeurs du privé sont, eux aussi, intégrés à la section syndicale. Une campagne de mobilisation est également menée par les sections universitaires auprès des travailleurs du Crous pour les intégrer, eux aussi, au syndicalisme d'industrie. Cette expérience est donc une rupture politique profonde avec le « syndicalisme étudiant ». Mais elle l'est tout autant avec le syndicalisme d'accompagnement de la CGT ou de la FSU, qui font adhérer les travailleurs selon leur statut, lequel est défini par le patronat : un syndicat au Crous, un autre de nettoyeurs, un d'enseignants (Snesup-FSU ou Ugict-CGT), un autre d'administratifs...

Ce retour au syndicalisme d'industrie, tel qu'il existait dans la CGT historique, va montrer son efficacité immédiate. Il ne s'agit pas seulement de mutualiser les forces, mais aussi de collectiviser les connaissances et les spécificités pour faire émerger des revendications communes à toute l'université. Il s'agit de revendications et d'une dynamique syndicales qui vont au-delà des questions quantitatives pour contester la gestion capitaliste et établir un contre-pouvoir syndical.

*Une organisation syndicaliste révolutionnaire
comme intellectuel collectif*

L'expérience de la section syndicale CNT de Saint-Denis est vraiment riche d'enseignements. Au déclenchement de la grève

d'octobre 1995, cette section n'a qu'une année d'existence, mais elle rassemble déjà plusieurs dizaines de militants. Elle assume sa fonction d'organisation de masse en proposant l'adhésion à tout travailleur en formation. Contrairement à d'autres sections CNT, elle pose clairement l'appartenance de classe, en refusant le mythe du « jeune travailleur intellectuel ». Certaines adhésions sont ainsi refusées pour des étudiants dont il apparaît clairement qu'ils se destinent à rejoindre les rangs de la bourgeoisie de gauche. Tout en se voulant une organisation de masse en construction, et non pas un « syndicat affinitaire », cette section assure un travail de formation et de débat permanent. Ce débat est favorisé par un climat de confrontation interne dans la CNT entre les trois composantes. Rapidement, la section syndicale de Paris-VIII défend une stratégie syndicaliste révolutionnaire face à la section de Nanterre, qui se fait le porte-parole de la ligne anarcho-syndicaliste. Le rejet du sectarisme et une pratique de classe obligent celle de Paris-VIII à théoriser son activité révolutionnaire.

Cette réflexion syndicaliste révolutionnaire va lui permettre d'anticiper sur la situation et de proposer des objectifs politiques au mouvement universitaire. Dès les vacances d'été, des réflexions sont menées sur le contexte politique, celui d'un conflit central autour de la protection sociale. Dès le mois d'octobre, la section de Paris-VIII va produire une feuille destinée à mutualiser au niveau national, dans la CNT, les informations sur les situations locales et les premières luttes. Elle sert aussi à renforcer la coordination entre les sections universitaires, de plus

en plus nombreuses mais mal fédérées en raison de la nature localiste de l'anarcho-syndicalisme. C'est lors d'une réunion de la section qu'est décidé de lancer la grève à Paris-VIII et sur l'Île-de-France. Il ne s'agit pas seulement de donner une dimension nationale à un mouvement lancé dans les facultés qui risque de s'épuiser en régions. L'enjeu est également de lancer une mobilisation afin de peser sur la situation globale de la lutte des classes en France, avec en perspective le futur plan Juppé sur la Sécurité sociale. Le calendrier rend nécessaire d'engager la mobilisation au plus tôt afin de peser sur le climat social et de faciliter la mobilisation de toute la classe.

Les militants de la section sont alors investis dans deux petites luttes sur le campus : celle de la défense des étudiants étrangers et celle sur les moyens de l'UFR des arts plastiques. Pendant la semaine du 5 au 9 novembre, les syndicalistes révolutionnaires se déploient et discutent afin de préparer un maximum de militants à la perspective de déclenchement de la grève. Mais pour que celle-ci soit massive, il faut qu'elle porte des revendications adaptées à la situation et unificatrices. Il est proposé aux deux réunions sectorielles de fusionner dans une assemblée générale devant décider d'une plate-forme revendicative. Deux cents étudiants se réunissent donc, le 9 novembre, et établissent une liste de revendications. Ils préparent une nouvelle assemblée générale pour le 14 novembre. Elle se tiendra après un débrayage des amphithéâtres, réalisé non pas en bloquant mais en discutant. Cette tournée des amphis et des salles de cours permet une nouvelle assemblée générale de 600 étudiants. La grève reconductible y

est votée, malgré l'intervention de la direction nationale de l'Unef. La bureaucratie est débordée, les grévistes refusent la logique de cahiers de revendications par UFR et par université. Même si les revendications manquent encore de cohérence, la dynamique de mobilisation est lancée et, avec elle, celle d'une clarification de la stratégie à construire. Les revendications de la CNT, portant sur la précarité sociale, sont adoptées par l'assemblée générale la semaine suivante. La plate-forme dénonce « la généralisation de la précarité comme élément central du système socio-économique, notamment de la condition précaire d'une partie grandissante des étudiants ». Elle revendique « l'instauration d'un revenu garanti décent plutôt qu'un statut étudiant poudre aux yeux tel que celui que prépare le ministère », ainsi que l'accès aux logements sociaux et les transports gratuits. C'est un véritable camouflet pour les deux Unef, engagées dans une campagne sur le fameux statut étudiant. Le syndicalisme d'industrie facilite aussi l'extension de la lutte aux enseignants, administratifs et ouvriers de l'université.

Syndicat de masse ou organisation révolutionnaire ?

La section syndicale va vite être confrontée à une très grosse contradiction : sa popularité ! Dès les premières assemblées générales, la plate-forme revendicative de Paris-VIII, proposée à la coordination nationale, adopte un contenu offensif. À partir du 16 novembre, les assemblées générales, de plus en plus massives, adhèrent très majoritairement à la stratégie de la CNT.

La question de la précarité avancée par la section est largement reprise par des étudiants qui y sont confrontés, y compris dans une dimension globale (contrats de travail, conditions de logement), tout comme celle de la défense des étudiants étrangers. Cet élargissement, mûrement pensé par la section, est proposé à la coordination nationale. Il sera adopté, mais sous la forme d'un compromis avec les courants de la gauche qui demeurent focalisés sur leur corporatisme étudiant. La précarité sociale est dénoncée dans les appels nationaux, mais la plateforme revendicative se réduit à demander un statut social étudiant. Cependant, le plus important demeure : la précarité sociale et la question de l'immigration inscrivent la mobilisation dans la durée et en direction de la lutte interprofessionnelle.

En outre, à la suite de la proposition des délégués de Paris-VIII, les trois axes revendicatifs sont avancés dans un cadre indissociable et pas seulement pour leur donner un caractère systémique, c'est-à-dire anticapitaliste. C'est également une tactique afin d'éviter des négociations discrètes entre les bureaucraties et le gouvernement sur un accord portant exclusivement sur des acquis financiers. La revendication sur un revenu garanti définit une véritable remise en cause du corporatisme. Au fil des semaines, cette revendication va faciliter l'émergence d'une conscience de classe à Paris-VIII et dans d'autres universités. Cette revendication est pourtant des plus ambiguës, n'établissant pas le lien avec la question de la Sécurité sociale et donc du salaire socialisé. Elle apparaît comme un compromis avec le statut étudiant, mais aussi, plus largement, avec la revendication du

« revenu » si chère à toutes les franges de la gauche. Quant au « réengagement financier de l'État », il est lié à la défense des services publics, l'objectif étant de favoriser la jonction à venir avec les travailleurs de ce secteur.

La popularité est également bien réelle au niveau organique, selon la stratégie de la double besogne. De nombreux grévistes s'identifient à la CNT et à ses militants totalement immergés dans la lutte. La section ne leur apparaît pas comme un corps extérieur mais comme la composante politique principale du comité de mobilisation et des assemblées générales. La section a d'ailleurs fait le choix de favoriser l'élection de non-syndiqués parmi les délégués de l'université. Les autres syndicats, à l'exception de l'Union nationale des étudiants marocains (Unem), apparaissent comme des entités extérieures et dépassées.

Cependant, l'articulation entre la section CNT et les organes de masse finit par poser question, en raison de cette osmose. Dès le 21 novembre, lorsque le cortège de Paris-VIII descend du RER et remonte le boulevard Saint-Michel, il apparaît objectivement comme un cortège rouge et noir. Au-delà des drapeaux, ce sont des centaines d'étudiants qui arborent les gros autocollants de la confédération. L'ambiguïté est telle qu'il est même décidé, en urgence, d'arrêter de distribuer ces autocollants. Engagées dans une radicalisation, les assemblées générales massives de Paris-VIII, galvanisées localement, finissent par voter des revendications totalement décalées (libération des prisonniers d'Action directe, soutien à la guérilla de l'EZLN au Mexique, etc.). Noyée dans les contraintes matérielles et humaines de la

mobilisation, la section syndicale se retrouve dépassée par la situation. Elle doit se réunir en urgence, à la suite d'une assemblée générale, pour redéfinir sa fonction et réfléchir aux enjeux de la nouvelle situation au moment où la grève s'étend de la SNCF vers les autres secteurs du public.

La tendance syndicaliste révolutionnaire, un outil qui manque

Ce besoin des révolutionnaires de s'unir pour réfléchir comme intellectuel collectif et pour proposer au mouvement une stratégie ne trouve aucune concrétisation. Les sections universitaires de la CNT sont divisées. La composante anarcho-syndicaliste utilise ses proclamations libertaires pour empêcher toute proposition stratégique. La radicalité et l'activisme sont des fins en soi et l'affirmation du culte de l'organisation permet de resserrer provisoirement les rangs grâce au sectarisme. Pourtant, la CNT est confrontée à la « grève générale » attendue depuis Mai 68. Elle y participe en étant condamnée à seulement demander son extension au privé, secteur dans lequel elle n'existe pratiquement pas. La situation est encore plus difficile dans les universités : la grève dans les transports rend presque impossible la tenue des assemblées générales universitaires.

Les syndicalistes révolutionnaires se retrouvent sans outils pour proposer une stratégie révolutionnaire visant à renforcer le contre-pouvoir de la classe pour ne pas se limiter à un conflit défensif sur la Sécurité sociale. Ils traversent alors une crise politique au moment où leur légitimité n'a jamais été aussi forte.

Cette crise tient à une absence d'outils pour agir, même s'il existe bien une revue syndicaliste révolutionnaire de réflexion unitaire, *Alternative syndicaliste*, qui se veut un outil de débat. Mais elle se refuse à se transformer en tendance, certains de ses animateurs, galvanisés par la popularité de la CNT, se ralliant finalement au culte de la confédération.

La crise est aussi une réalité dans les sections universitaires animées par les syndicalistes révolutionnaires. Les adhésions se multiplient, la section de Paris-VIII regroupant désormais une petite centaine de membres. Cependant, les sections n'ont pas réussi à théoriser leur action avec celle des organes de masse (assemblées générales, comités de lutte, coordination). En janvier, avec la fin de la grève dans les services publics, ces organes essaient de se maintenir artificiellement en ayant pourtant perdu leur nature de masse et de classe qui leur donnait leur légitimité. Confrontée de fait à la concurrence injustifiée des « comités de lutte » qui se refusent à s'autodissoudre, la section syndicale n'arrive que très partiellement à prendre le relais pour maintenir l'action de classe dans la durée.

Finalement, les sections CNT ont été dépassées par la dynamique activiste et spontanéiste, abandonnant ainsi la stratégie historique de la CGT, celle de la double besogne (toute action doit être pensée dans sa dimension de lutte immédiate mais aussi comme tactique de renforcement de l'organisation de la classe). Elles n'ont pas su intervenir avec une stratégie véritablement révolutionnaire, à savoir renforcer durablement le pouvoir de la classe face à celui de la bourgeoisie.

Cependant, un horizon s'ouvre : les besoins organisationnels ont été perçus. Ils vont se poser clairement avec la crise que traverse le mouvement syndical, bien au-delà de sa composante universitaire, comme par exemple à la CFDT. La CGT est, elle aussi, déstabilisée par son congrès de décembre 1995, où la majorité adopte une modification des statuts dans lesquels est supprimée la référence à « la disparition du salariat et du patronat ».

Dans les transports et dans le nettoyage, les contacts militants ont démontré la nécessité de regrouper les militants syndicalistes révolutionnaires dans une tendance interprofessionnelles et trans-syndicale. Pour autant, dans le syndicalisme universitaire, l'alternative organisationnelle ne se concrétise pas dans la durée.

*Le « syndicalisme étudiant »,
obstacle au syndicalisme de classe dans la jeunesse*

Dans les années qui suivent cette mobilisation, la CNT va profiter de sa nouvelle popularité pour attirer des milliers de jeunes, et parmi eux beaucoup d'étudiants. Malheureusement, une ligne anarcho-syndicaliste rigide va être affirmée à son congrès de 1996, le développement de l'organisation devenant une fin en soi. L'influence obtenue dans la jeunesse fut donc largement sacrifiée pour cette logique bureaucratique : les syndiqués sont condamnés à ne l'être que provisoirement lors de leurs études et à retourner, après celles-ci, à des logiques de vie individualisées, c'est-à-dire dominées par la bourgeoisie.

La composante syndicaliste révolutionnaire quitte assez rapidement la CNT, ce qui est l'occasion de répondre à la nécessité politique apparue lors de la mobilisation de 1995, à savoir la reconstruction d'une tendance syndicaliste révolutionnaire en France.

Cette expérience est également intéressante pour réfléchir à la forme de la syndicalisation des étudiants. À l'exception de quelques sections comme celle de Paris-VIII, au-delà des proclamations, l'action de la CNT ne fut pas une rupture avec le « syndicalisme étudiant », et encore moins un retour au syndicalisme d'industrie. Tout d'abord, parce que ces sections n'intégraient concrètement que fort peu de travailleurs de l'université, en dehors des étudiants. Mais surtout parce que le mythe du « jeune travailleur intellectuel » continuait à agir. Le label « anarcho-syndicaliste » ne fut d'ailleurs d'aucun secours pour dépasser ce blocage théorique, bien au contraire. Finalement, sans aucune ironie, et avec un recul de vingt-cinq ans, il apparaît que les sections universitaires CNT ont produit autant de bourgeois, de bureaucrates syndicaux et de patrons que l'Unef-ID. On peut parier qu'il en sera d'ailleurs de même pour les « syndicats » FSE, Solidaires-Étudiants et SEL-CGT.

Cette réalité ne tient pas à leur identité philosophique, qui ne présente aucune garantie de pureté prolétarienne, mais à leur absence de contenu syndical. Les « syndicats d'étudiants », même les plus radicaux dans leur phraséologie gauchiste, demeurent des corporations. La nature de la corporation est de regrouper des individus de différentes classes sociales, en

l'occurrence des prolétaires en formation à côté de bourgeois en formation. Le syndicat, ne regroupant par nature que des prolétaires, demeure un mirage dans les organisations de jeunesse, affinitaires ou pseudo-syndicales.

Dans l'exemple de la section de Paris-VIII, c'est le vécu d'étudiant-salarié qui a permis de développer une culture prolétarienne autonome. La création de sections syndicales dans le privé imposant de fait une identité syndicaliste en rupture avec le « syndicalisme étudiant ». Mais cette réalité ne fut pas suffisante et n'offrait qu'une demi-solution, car, tout en syndiquant des « jeunes travailleurs en formation » et des étudiants salariés, la section était condamnée à laisser de côté la question du travail salarié et, plus précisément, celle de la formation professionnelle. Ce n'est pas que les militants ne voulaient pas le faire, bien au contraire. Mais c'est le mode d'organisation en section universitaire qui empêchait le lien avec la future profession. Impossible alors de réfléchir avec les syndiqués actifs dans les entreprises sur le contenu des diplômes, la reconnaissance de la qualification, l'insertion professionnelle, la stratégie d'implantation dans les entreprises, etc., c'est-à-dire de tous les fondamentaux du syndicalisme de classe.

La réflexion avait été menée sur la syndicalisation directe des étudiants dans des syndicats professionnels, en fonction de leur futur métier. Le regroupement des étudiants et des lycéens devant se faire sous la forme de commissions syndicales fédérées dans les structures territoriales interprofessionnelles (les unions locales). Mais, à la CNT, cette perspective relevait un peu du

fantasme, en raison de la faiblesse des vrais syndicats d'industrie. Il n'est donc pas étonnant que les seules luttes menées sur la formation professionnelle, c'est-à-dire les diplômes, l'aient été dans le secteur de l'éducation. En effet, la section universitaire de Paris-VIII était adhérente au Syndicat CNT de l'éducation du 93 et pouvait donc, en interne, élaborer une réflexion et des actions professionnelles, c'est-à-dire relevant du syndicalisme de classe. Une campagne fut ainsi menée en 1996 sur le Capes, concours pour les futurs enseignants du secondaire, obligeant les Unef à se rallier à l'action de la CNT.

C'est pourtant le modèle historique des syndicalistes révolutionnaires, matérialiste, celui des anciennes Jeunesses syndicalistes (JS) de la CGT, qui aurait été pertinent. Il s'agit de jeunes travailleurs en formation, regroupés dans chaque syndicat d'industrie sous forme de commissions (les JS) qui se fédèrent pour intervenir de façon coordonnée dans les universités, les CFA, les lycées, les écoles supérieures, etc. C'est la seule forme d'organisation qui aurait permis la pratique d'un véritable syndicalisme de classe, tout en facilitant les choix d'orientation professionnelle des jeunes syndiqués, freinant ainsi les logiques individualistes et carriéristes dont il est difficile de se prémunir seul face à un système capitaliste global et hégémonique. Mais la tendance n'existait pas et ne pouvait donc assumer sa fonction de transmission de l'expérience passée.

Un autre facteur de blocage est apparu mais n'a pas été analysé à sa juste valeur, celui de la sociabilité. La génération d'octobre-novembre 1995 est marquée par les récentes luttes de la

jeunesse (contre le plan Université 2000 de Jospin dès 1991, par exemple) et aussi celles vécues comme lycéens (en décembre 1986 contre le projet Devaquet ou en 1994 contre le CIP). Cette génération est aguerrie, mais elle subit le poids de l'individualisme transmis par le libéralisme culturel véhiculé par leurs parents à partir de 1968. Cette dynamique est orientée vers un repli sur son ego, un carriérisme, une expression de la consommation et de la valorisation personnelles. Elle a largement été matérialisée par les réformes sociétales des gouvernements de Giscard d'Estaing et de Mitterrand (libération sexuelle demeurant dominée par le patriarcat, accès aux loisirs de masse, autonomisation culturelle de la jeunesse, citoyenneté institutionnelle et éducation civique, etc.). Les jeunes de 1995 nagent dans cette culture bourgeoise qui contamine jusqu'aux nouvelles formes de révoltes culturelles de l'époque, symbolisées par le rock alternatif ou le rap. L'éruption de ces mouvements de contestation prend la forme d'une profusion d'initiatives (groupes musicaux, fanzines, labels, organisateurs de concerts...) incapables de se fédérer pour lutter contre le système. Elles s'apparentent davantage au schéma de la start-up capitaliste qu'à celui d'une démarche sociale visant à construire des espaces gérés démocratiquement comme une contre-société. Cet individualisme est donc un frein à la structuration vivante de la grève, mais aussi à sa transformation en un mouvement durable, organisé et collectif.

La CNT ne pèse pas sur la sociabilité, laissant donc les anciens grévistes dominés par la culture bourgeoise. Malgré son

influence dans la jeunesse parisienne, aucune proposition sociale n'est engagée sur le terrain culturel. L'initiative Mai 2000, fédérant des dizaines de conférences, spectacles et concerts, ne propose finalement rien d'autre aux sympathisants et militants que de consommer des « événements » qui s'intègrent à une société du spectacle, déclinée avec un vernis révolutionnaire. Or, une sociabilité basée sur le sport ouvrier, les activités culturelles ouvertes sur les quartiers, la formation et l'orientation professionnelle, les actions d'entraide, etc., aurait permis aux étudiants et aux lycéens de se détacher de leur culture corporatiste pour redécouvrir la culture prolétarienne. Finalement, ils restent enfermés dans ce corporatisme légitimé par des expressions affinitaires et philosophiques. L'alternative syndicale de l'époque s'engage donc très rapidement dans une crise assez identique à celle que vont subir les autres appareils corporatistes.

Depuis 1995, malgré sa fusion dans une Unef réunifiée en 2001, le « syndicalisme étudiant » orthodoxe est en cours d'extinction. L'appareil historique a perdu toute influence face à une Fage qui assume son corporatisme et peut donc apparaître massive, offensive et efficace dans son activité de terrain et de réseau. Les « syndicats » alternatifs et concurrents n'ont pas réussi à proposer de projet durable, le modèle restant finalement le même que celui contesté. La CNT-FAU, regroupant les sections universitaires, a rapidement perdu son influence. La Fédération syndicale étudiante (2002) a été contrainte de fusionner avec SUD-Étudiants en 2011 dans l'Union des syndicats étudiants et lycéens-Solidaires pour finalement connaître le même destin

commun, la marginalisation, tant au niveau électoral que militant, dans des universités dites « bastions ».

Il n'y a donc pas besoin d'être spécialiste en sciences occultes pour prévoir le futur des dernières tentatives, plus ou moins récentes. L'Alternative tente de fédérer depuis 2019 des expériences locales, mais sans stratégie de long terme et encore moins de réflexion sur sa forme d'organisation et de structuration. Dans une autre genre, la nouvelle FSE, issue, en 2019, de la tendance Tuas de l'Unef, est dans une voie où elle va devoir assumer ses contradictions, entre sa volonté, exprimée lors de son dernier congrès, de se massifier et se confédérer d'une part, et l'héritage marxiste-léniniste de ses militants, d'autre part. La culture affinitaire basée sur les notions de centralisme démocratique et de formation de cadres professionnels est en opposition évidente avec le fédéralisme prolétarien, la démocratie syndicale et la volonté de faire adhérer en masse dans les IUT, Ifsi, BTS et autres votés à son dernier congrès.

Les Syndicats étudiants et lycéens (SEL) – et même apprentis ! –, ou d'étudiants-salariés dans la CGT servent avant tout de vitrines à des groupuscules affinitaires et de « cautions jeunes » à des responsables confédéraux, départementaux ou fédéraux totalement dépassés par l'absence de repères matérialistes. Ces structures transposent dans le domaine de la jeunesse le modèle des syndicats multiprofessionnels de façon encore plus désstructurante. Ces derniers regroupent des adhérents d'une union locale venus de toutes les branches professionnelles, dans une organisation qui n'a de « syndicat » que le nom. C'est juste un

palliatif pour « syndiquer » des salariés qui ne disposent pas d'un syndicat d'industrie en raison de la désorganisation de la CGT en syndicats d'entreprise. On y parle donc de tout et de rien, puisque le vécu professionnel des adhérents est totalement fractionné. Davantage encore que leur modèle, l'Unef et les SEL-CGT vont désorganisé un peu plus la reconstruction de la CGT sur la base de ses organisations historiques et stables. Tout comme les « syndicats » multipro, ils apparaissent comme des passoires, sans aucun résultat concret sur la formation d'équipes syndicales stables et expérimentées. Mais, plus grave, ils isolent les jeunes travailleurs de leur organisation de classe, le syndicat professionnel.

En outre, au lieu d'apprendre des camarades en entreprise, ils calquent les méthodes idéalistes du « syndicalisme étudiant » pour les appliquer aux entreprises. Par exemple, ils installent des tables de presse, comme ils le font dans les couloirs des universités, mais cette fois-ci à destination des salariés, devant les portes de l'entreprise. Mais, voilà, sur le terrain objectif de la lutte des classes, un salarié peut difficilement aller discuter avec la CGT à la vue de son patron, quand il n'existe pas de droit syndical réel en France.

Le syndicalisme d'accompagnement, encore trop influent dans la CGT, s'est appuyé sur la multiplication des syndicats d'entreprise. Ce processus fait que dans de nombreux départements il n'existe plus de syndicats d'industrie aptes à accueillir les salariés des petites entreprises, les précaires, les intérimaires, les apprentis, et donc encore moins les élèves en formation.

Les commissions jeunes des unions départementales et des unions locales doivent donc servir de structures de regroupement, pour constituer des équipes militantes capables de dynamiser la reconstruction de puissants syndicats d'industrie. L'arrivée de jeunes dans les grandes entreprises doit être aussi l'occasion de proposer aux syndicats d'entreprise de se fondre dans les syndicats professionnels afin de les réorienter vers une vraie dynamique CGT. La refondation de puissants syndicats d'industrie rendra possible la création de Jeunesses syndicalistes en leur sein.

Toutes ces expériences pseudo-syndicales sont condamnées, tout comme la Fage, à n'exister que comme corporation de consommateurs de l'éducation-formation, défendant les conditions d'étude, c'est-à-dire à accompagner le système capitaliste. Leurs militants, imprégnés de culture affinitaire, ne comprennent pas la nature même du syndicalisme : la défense des travailleurs d'une profession, c'est-à-dire de leur qualification, de leur métier, de la finalité de leur travail. Mais aussi, pour ceux qui se revendiquent de la CGT historique, de leur connaissance de la profession, c'est-à-dire de leur capacité à reprendre en main l'appareil de production, à fédérer et à socialiser les industries, en résumé à construire le socialisme. Cette stratégie de la double besogne est donc en complète contradiction avec l'existence de « syndicats d'étudiants ».

Dans la culture ouvrière, chaque outil à une fonction. La corporation étudiante, quels que soient son sigle et son discours, ne demeurera qu'un instrument d'accompagnement du

capitalisme, lui fournissant au passage de nombreux cadres dirigeants, prêts à monnayer leurs compétences de management pour le rénover. Cette réalité existe déjà depuis la fondation des corporations étudiantes *via* les AGE. Ces dernières étaient d'ailleurs critiquées par les Étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes, partisans de la CGT, dont le militant le plus connu, Pierre Monatte, impulsa ensuite la création des Jeunesses syndicalistes.

Il apparaît donc urgent de se réapproprier l'expérience historique des Jeunesses syndicalistes de la CGT pour dépasser les faiblesses déjà visibles dans la grande mobilisation de 1995 et qui n'ont fait qu'empirer au fil des années. Des documents sur cette expérience sont consultables sur notre site Internet et une brochure est en cours de rédaction sur l'histoire des Jeunesses syndicalistes et des organisations qui ont tenté de les marginaliser : les Jeunesses communistes, la Jeunesse ouvrière chrétienne, l'Union nationale des comités d'action lycéens, etc. Mais, dès à présent, il apparaît évident que la priorité est de reconstruire une réelle stratégie syndicale autour des étudiants salariés et de leur syndicat local de branche, ainsi que de défendre la qualité de formation et diplôme et de l'embauche à la grille indiciaire par le biais d'une activité spécifique étudiante-lycéenne dans les Jeunesses syndicalistes. Les jeunes doivent imposer leur syndicalisation dans de vrais syndicats professionnels, où ils remettront à l'ordre du jour la question de la formation professionnelle. Élément central qui justifia la création des Bourses du travail et des syndicats CGT, elle est abandonnée de-

puis des années au profit d'un syndicalisme d'accompagnement qui laisse le contrôle de la jeunesse à la bourgeoisie. La refondation révolutionnaire de la CGT passe par la création de commissions jeunes dans chaque syndicat, dans chaque union locale, dans chaque union départementale, dans chaque fédération, coordonnées dans les Jeunesses syndicalistes. Des exemples existent, comme en Belgique, où une avancée a eu lieu : l'Union syndicale étudiante s'est affiliée aux Jeunes de la Fédération générale du travail de Belgique.

Les Jeunesses syndicalistes doivent retravailler à l'insertion sociale dans une sociabilité saine et de classe par l'activité culturelle et sportive. Elles doivent aussi agir pour le renforcement politique et pratique militant, en liant les études aux questions politiques et professionnelles, et ne plus rester dans un entre-soi intellectuel universitaire, en mettant les capacités et les savoir-faire à disposition de l'organisation de classe et de ses activités.

Choisir entre syndicalisme de classe ou corporatisme étudiant, c'est choisir entre socialisme ou capitalisme !

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Renouer avec la culture de la victoire 9

La dernière lutte offensive en France 13

**Expérience et bilan
d'une intervention syndicale** 31



**CONTACTER LA FÉDÉRATION
DES COMITÉS SYNDICALISTES RÉVOLUTIONNAIRES**

www.syndicaliste.com
syndicalistes@gmail.com
Facebook : @FederationCSR

La mort du syndicalisme étudiant

En novembre 1995, la France est agitée par de puissantes manifestations issues des universités, appuyées par les lycéens, impulsées par des grèves et des assemblées générales massives. La plate-forme nationale unifie trois revendications qui remettent en cause les fondements de l'université bourgeoise. Elle oblige le gouvernement à céder sur des éléments significatifs. Elle crée également une atmosphère de combattivité, qui va favoriser le déclenchement de la grève de masse de décembre 1995. Cette lutte exemplaire marque la fin du « syndicalisme étudiant » : les mobilisations universitaires suivantes confirmeront sa marginalisation au profit des assemblées générales et des comités de lutte. Construite en autonomie, sans les appareils militants, elle est riche d'enseignements pour tous ceux qui, aujourd'hui, souhaitent redonner un caractère offensif au syndicalisme, qui ne peut matériellement pas s'appuyer sur des corporations, incorrectement désignées comme « syndicats d'étudiants ».

Tendance intersyndicale, les Comités syndicalistes révolutionnaires travaillent à coordonner les syndicalistes révolutionnaires pour œuvrer à la réunification du mouvement syndical dans une CGT fédéraliste et capable d'impulser le mouvement révolutionnaire.



ÉDITIONS DES CSR